

Unité Départementale de la Somme
Équipe 2
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

Lille, le 16 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GURDEBEKE SA (Lihons)

65 boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : 2023-E20136
Code AIOT : 0005105074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement GURDEBEKE SA (Lihons) implanté Ecopole Carimara 80320 Lihons. L'inspection a été annoncée le 28/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite aux dépassements supérieurs à deux fois la valeur limite d'émission du flux de SOx et pour les non-conformités (vitesse minimale d'éjection, flux de poussières, concentration en SOx) constatées lors du contrôle inopiné d'août 2022 mandaté par la DREAL Hauts-de-France pour la chaudière n°2.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE SA
- Ecopole Carimara 80320 Lihons
- Code AIOT : 0005105074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SA GURDEBEKE est autorisée par arrêté préfectoral du 24 mars 2000 à exploiter notamment un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés (capacité de stockage de 40 000 t/an). En outre l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) est réglementée notamment par les actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral du 27 mars 2006 (capacité de stockage de 90 000 t/an),
- arrêté préfectoral du 9 juin 2009 (modification capacités annuelles de stockage de 2009 à 27/03/2016),
- arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND,
- arrêté préfectoral du 8 août 2018 (autoportant).

L'ISDND est autorisée jusqu'en juillet 2026.

Le thème de visite retenu es le suivant :

- contrôle inopiné air et le captage air relatifs au contrôle inopiné air de 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 05/09/2022	/	Sans objet
3	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.2.1	/	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 9.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la vitesse minimale d'éjection de la chaudière n°2 prescrite par l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018 et les valeurs limites d'émission pour les flux de Sox de la chaudière n° 2 prescrites par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 05/09/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Date du CI AIR : 10/08/2022 Nature des dépassements / gros dépassements (x2) relevés lors du CI AIR de l'année n-1 : Pour la chaudière de 2,7 MW, le rapport d'analyses mentionne les non conformités ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• la concentration en Vitesse minimale d'éjection n'est pas conforme : 3,87 m/s;• la concentration et le flux en poussières ne sont pas conformes : 5,20 mg/m03 sec et 5,75 g/h;• la concentration et le flux en SO2 ne sont pas conformes : 120,61 mg/m0 3 sec et 130,50 g/h Conditions de fonctionnement du site : Taux de charge de 46%
Constats : Le rapport de contrôle inopiné (n° NPCP220137-22-38-R0 du laboratoire IRH) du 5 septembre 2022 (chaudière n°2) mentionne les non-conformités ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- pour la vitesse non-conforme (vitesse minimale d'éjection : 8 m/s);- pour les poussières vis-à-vis des valeurs limites d'émission (VLE) de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2015 sont non conformes en concentration (5 mg/Nm3) et pour le flux maximum (5 g/h);- pour le SO2 non conforme en concentration (100 mg/Nm3) et flux (47 g/h). Il est à noter aux pages 3, 7 et 14 du PDF de ce rapport de contrôle inopiné, il est mentionné l'arrêté préfectoral de 17/07/2015 or il s'agit bien de l'arrêté préfectoral du 08/08/2018. Le paramètre poussières est conforme en concentration (10 mg/Nm3). L'exploitant a transmis un porter-à-connaissance le 6 décembre 2022 afin de modifier les VLE des deux installations de combustion (rubrique 2910.B.1). L'inspection des installations classées a transmis par courriel une lettre de demande de compléments en date du 21 avril 2023 avec un délai de 8 mois en mentionnant l'insuffisance suivante : <i>Le dossier de porter-à-connaissance ne comprend pas d'évaluation des risques sanitaires (ERS) concernant les émissions atmosphériques des installations de combustion (arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018 et notamment l'article 8.2.15 "Étude de capacité des installations de traitement" et l'article 9.2.9 "Auto-surveillance dans l'environnement").</i>

Cette ERS demandée dans le cadre de l'instruction ayant abouti à la signature de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018, est prescrite dans cet arrêté préfectoral et n'a pas été transmise à ce jour. Les éléments mentionnés à l'article 9.2.9 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 n'ont pas été transmis dans les rapports d'activités notamment de 2020 et de 2021.

L'exploitant précise que les résultats sont à venir en septembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

	Hauteur minimale en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	6	372	8
Conduit N° 2	6	465	8
Conduit N° 3	7	300	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs à 3% d'oxygène pour les chaudières et 11% d'oxygène pour la torchère).

Notes : Pour rappel l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2018 mentionne :

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Dans toute la mesure du possible, les rejets à l'atmosphère sont collectés et évacués par l'intermédiaire de cheminées.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée, Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

<p><i>Les poussières, gaz polluants où odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. [...]</i></p>
<p>Constats : Compte tenu des non-conformités relevées pour la chaudière n°2, seule cette dernière a été vérifiée. Un seul point de rejet a été constaté. Un élément de type "croix" a été vu au débouché du point de rejet de la chaudière n°2.</p> <p>Les résultats des autosurveillances de 2021 (mars, juin, septembre et novembre), de 2022 (février, juin, septembre), et de mars 2023 ont été analysés. La chaudière n°2 ne respecte pas la vitesse minimale d'éjection de 8 m/s pour ces mesures. L'exploitant évoque la possibilité de changer le conduit/la cheminée n°2 (chaudière n°2), ou de réduire le diamètre du conduit de la cheminée.</p> <p>Ces éléments seront précisés dans les compléments du porter-à-connaissance relatif aux modifications des valeurs limites d'émissions des installations de combustion (rubrique 2910.B.1).</p> <p>Il est à noter que l'autosurveillance de décembre 2022 n'a pas été réalisée car la chaudière n°2 était en panne (courriel de justificatif du laboratoire transmis par l'exploitant).</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été proposé compte tenu que la chaudière n°2 ne respecte pas la vitesse minimale d'éjection de 8 m/s pour ces mesures.</p>
<p>Observations : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport de visite d'inspection, l'exploitant justifiera que l'élément de type "croix" vu au débouché du point de rejet de la chaudière n°2 n'a pas de conséquence négative sur la valeur de vitesse d'éjection et justifiera l'absence d'obstacle. Le cas échéant, si un obstacle est présent au débouché du point de rejet de la chaudière n°2, l'exploitant transmettra un plan de mise en conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Ouvrages de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.</p> <p>En particulier, les dispositions des normes NF X 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.</p>

Ces points doivent être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats : Le rapport de contrôle inopiné du 5 septembre 2022 ne mentionne pas de non-conformités ni de commentaires concernant cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions – transmission des résultats

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets des chaudières et de la torchère utilisées pour la valorisation et la destruction du biogaz. Les paramètres à contrôler trimestriellement pendant les périodes d'exploitation et de suivi sont les suivants :

Point de rejet	Paramètre
Conduits n°1 à 3	Débit
	O ₂
	Poussières
	SO _x en équivalent SO ₂
	NO _x en équivalent NO ₂
	CO
	COVNM
	HCl
	HF
	H ₂ S

Constats : L'exploitant a transmis les rapports d'activités de 2021 et de 2022 comportant les résultats d'autosurveillance notamment de la chaudière n°2 (objet des non-conformités relevées lors du contrôle inopiné rapport n° NPCP220137-22-38-R0 du laboratoire IRH). Le rapport d'analyses de mars 2023 de la chaudière n°2 a été transmis.

L'ensemble des paramètres sont contrôlés.

Sur cette période de 2021 à 2023, l'analyse trimestrielle de décembre 2022 n'a pas été réalisée compte tenu de la panne de la chaudière n°2 (courriel de justificatif du laboratoire transmis par l'exploitant).

Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport

d'analyses de la chaudière n°2 pour le second trimestre 2023 à réception de ce dernier.

L'exploitant veillera à respecter la fréquence trimestrielle des paramètres à contrôler, le cas échéant si les installations sont en panne ou indisponibles, il informe l'inspection des installations classées sans délais.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les rejets issus du conduit n°2 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à une teneur en O₂ de 3%.

Paramètres	Concentration maximale (mg/Nm ³)	Flux maximum (g/h)
Poussières	10	5
SO _x en équivalent SO ₂	100	47
NO _x en équivalent NO ₂	100	47
CO	150	70
COVNM	50	23
HCl	5	2
HF	5	2
H ₂ S	0,1	0,05

Constats : Compte tenu des non-conformités relevées pour la chaudière n°2, seule cette dernière a été vérifiée. Un seul point de rejet a été constaté.

Les résultats des autosurveillances de 2021 (mars, juin, septembre et novembre), de 2022 (février, juin, septembre), et de mars 2023 ont été analysés.

La chaudière n°2 ne respecte pas :

- la valeur limite d'émission pour les flux de SO_x en mars 2021, juin 2021, novembre 2021, février 2022, juin 2022, septembre 2022 et mars 2023.
- la valeur limite d'émission pour les flux de poussières en mars 2021 et juin 2021.

- la valeur limite d'émission pour les flux de NOx en février 2022 et juin 2022.
- la valeur limite d'émission pour la concentration en SOx de septembre 2022.

L'inspection des installations classées ne propose pas de suites pour les non-conformités de la valeur limite d'émission pour la concentration en Sox relevée en septembre 2022 et des valeurs limites d'émission pour les flux de NOx et de poussières.

Il est à noter que l'autosurveillance de décembre 2022 n'a pas été réalisée car la chaudière n°2 était en panne (courriel de justificatif du laboratoire transmis par l'exploitant).

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été proposé compte tenu que la chaudière n°2 ne respecte pas la valeur limite d'émission pour les flux de SOx pour ces mesures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois